

Vous aviez tort, monsieur Keynes

PIERRE-ANTOINE DELHOMMAIS

La destinée des économistes illustres est peu enviable. De leur vivant, ils doivent d'abord subir les attaques, par journaux interposés, de collègues qui souvent contestent moins le bien-fondé de leurs analyses qu'ils ne jaloussent leur notoriété. Ils doivent aussi affronter les sarcasmes d'opinions publiques qui ont du mal à comprendre que tous ces gens puissent gagner leur vie, et plutôt bien, à commenter doctement des crises qu'ils n'ont pas vues venir et dont ils ne disent pas comment sortir. Morts, les économistes célèbres ne peuvent aspirer au repos éternel, leurs théories étant sans cesse revisitées et réinterprétées, au fil du temps, par des disciples qui n'ont pas leur talent.

Prenez Keynes. En 2008, l'économiste britannique était désigné, par le *New York Times*, homme de l'année, un joli come-back pour un homme dont les cendres avaient été dispersées par son frère, soixante-deux ans auparavant, dans sa maison de campagne de Tilton - lui-même aurait préféré qu'elles soient accueillies dans la chapelle de King's College, à Cambridge, où il avait brillamment étudié et s'était aussi bien amusé.

A l'époque, le choix audacieux du quotidien américain avait pourtant semblé relever de l'évidence, tant les choses, avec la crise des subprimes et après la faillite de Lehman Brothers, paraissaient claires, et la cause entendue. Seule l'intervention des Etats et les milliers de milliards de dollars d'argent public mobilisés avaient permis à l'économie mondiale d'échapper au naufrage tragique vers lequel l'avaient conduit près de trente années de pilotage économique sans boussole politique, de déréglementation financière et de libéralisme à tout-va. Keynes homme de l'année, c'était le triomphe posthume et définitif de ce génie éclectique et paradoxal qui avait certes été lui-même un spéculateur chevronné, mais qui avait aussi dénoncé la théorie du laisser-faire et souligné l'incapacité du marché à procurer seul une prospérité économique durable. Les gouvernements, humiliés par plusieurs décennies d'un ultralibéralisme ayant réduit leur propre pouvoir économique et financier comme peau de chagrin, tenaient enfin leur revanche. Le libéralisme était disqualifié, l'Etat réhabilité. Et la pensée de Keynes ressuscitée.

Trois ans ont passé. On attend avec impatience le mea culpa du NYT. C'est un peu comme s'il avait désigné sportif de l'année un cycliste ensuite convaincu de dopage. Car trois ans ont passé, et les banques étouffent de nouveau, sans qu'on puisse cette fois leur reprocher autre chose que d'avoir investi massivement dans des placements pourtant réputés très sûrs, des emprunts d'Etats de la zone euro eux-mêmes au bord de la faillite. Trois ans ont passé, et on s'aperçoit que les plans de relance n'ont pas fonctionné et que, dans la plupart des pays occidentaux, la récession guette. Trois ans ont passé et l'on ne peut même plus faire confiance aux banques centrales, qui ont perdu leur indépendance, leurs principes et leur crédibilité en se mettant à la solde des gouvernements pour financer directement leurs déficits. On prend brutalement conscience que non seulement les remèdes administrés par les pouvoirs publics n'ont pas guéri le malade, mais qu'ils ont aggravé son état. Les pyramides de dettes qui se sont empilées, pour parler comme Maurice Allais, ou les montagnes d'emprunts d'Etat qui se sont accumulés, pour citer Angela Merkel, semblent désormais former un obstacle financier presque infranchissable pour les entreprises du secteur privé, les seules qui créent de la vraie richesse. Les Etats n'apparaissent plus, comme en 2008, comme la solution, ils sont devenus le problème. Et il faut aujourd'hui sauver des sauveteurs qui se sont montrés encore plus imprudents que ceux qu'ils prétendaient secourir.

Dans cette fuite en avant- Obama propose un nouveau plan de relance de l'économie alors que la note des Etats-Unis vient d'être abaissée -, lord Keynes a sa part de responsabilité. Son génie a convaincu à tort les gouvernements occidentaux - et ceux de la France en particulier - que le déficit public était au fond indolore. Que des Etats supposés riches pouvaient s'endetter indéfiniment sans dommages, qu'ils pouvaient vivre à crédit pour maintenir artificiellement une prospérité que menaçait pourtant de toute évidence la mondialisation. Sa pensée a entretenu cette dangereuse illusion selon laquelle un Etat échappe au sort de n'importe quel ménage surendetté, à savoir la faillite et la catastrophe quand les prêteurs finissent par perdre patience.

En 1930, au tout début de la Grande Crise, Keynes avait publié un bien curieux petit livre, "Perspectives économiques pour nos petits-enfants". On y trouve ce propos déconcertant venant de quelqu'un censé avoir défendu la primauté du politique dans les décisions économiques : "L'étude des problèmes économiques devrait être confiée à des spécialistes - de même que l'on confie les soins de la bouche aux dentistes." Il y soulignait aussi que, malgré les difficultés du moment, il fallait garder confiance, que les pays occidentaux atteindraient, à un horizon de cent ans, "la félicité économique et la terre promise de l'abondance". Alors, disait Keynes, la seule vraie menace sera celle d'une "dépression nerveuse collective", du genre, ajoutait-il, de celle qui frappe les femmes au foyer américaines aisées et désœuvrées. Vous aviez tort, monsieur Keynes. Près de cent ans se sont écoulés, mais un peu grâce à vous et aux gigantesques dettes publiques accumulées sur vos bons conseils, vos petits-enfants et arrière-petits-enfants n'ont pas fini de travailler dur pour les rembourser. Et ils ne sont pas près de connaître le triste sort de ces desperate housewives.